

# Sociétés européennes en devenir



I | H | E | D | A | T | E  
Institut des hautes études de développement  
et d'aménagement des territoires en Europe

Janvier 2011

# Sociétés européennes en devenir

Janvier 2011

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Notre rapport au temps : vie longue et travail court</b>                   | <b>4</b>  |
| Civilisation du temps rare  | 4         |
| Mettre en récit   | 5         |
| Être un et divers   | 5         |
| Éléments de débat   | 6         |
| <b>Modèles de justice et représentations de la vie sociale</b>                | <b>7</b>  |
| Deux modèles  | 7         |
| Comment arbitrer ?  | 8         |
| Évaluer les modèles   | 8         |
| Éléments de débat   | 9         |
| <b>Le pèlerin et le converti : deux figures contemporaines de la croyance</b> | <b>10</b> |
| Deux figures contemporaines   | 10        |
| Sécularisation ?  | 10        |
| Retour de la spiritualité, déclin des institutions                            | 11        |
| Se représenter la continuité  | 12        |
| Qu'est-ce qu'une identité ?   | 12        |
| Éléments de débat   | 12        |
| <b>Quelle place pour les religions dans les sociétés contemporaines ?</b>     | <b>13</b> |
| Frictions dans l'espace public  | 13        |
| <b>Notre rapport à l'espace : lieux et liens</b>                              | <b>14</b> |
| Le tourisme, l'imaginaire et le désir   | 14        |
| La ville est partout  | 14        |
| La nature est dans la ville   | 15        |
| Éléments de débat   | 16        |
| <b>Les âges de la vie</b>   | <b>17</b> |
| Brouillage des âges de la vie   | 17        |
| Qu'est-ce qu'un adulte ?  | 17        |
| Pour une politique des âges   | 18        |
| Éléments de débat   | 19        |
| <b>Commerce et consommation</b>   | <b>20</b> |
| Le produit comme solution   | 20        |
| Nouvelles valeurs et commerce de précision                                    | 20        |
| Tout change...  | 21        |
| Éléments de débat   | 22        |
| <b>Échos des débats</b>   | <b>23</b> |

Ce séminaire d'introduction au cycle de l'IHEDATE vise à explorer les certains des facteurs et processus à l'œuvre qui rendent compte de l'évolution des sociétés européennes. Le séminaire propose donc un tour d'horizon assez large, avec un fil rouge : les comportements et les pratiques des individus et leur rapport aux différents collectifs. Ce choix de partir des individus n'est pas seulement méthodologique, il part aussi du constat empirique que les individus par leurs trajectoires et leurs itinéraires font et défont les territoires, à l'intérieur des périmètres nationaux et, de plus en plus, à l'échelle transnationale. En filigrane donc, cette idée force que le territoire n'est pas, n'est plus, un donné ; le territoire est, et sera sans doute toujours plus un construit. Ce sont les ressorts de cette construction que l'on cherche à cerner dans ce séminaire.

Jean Viard, sociologue,  
directeur de recherche CNRS au CEVIPOF/Sciences Po

Yves Contassot,  
directeur du développement durable à la Banque de France,  
conseiller de Paris

**Notre espace et notre temps sont au cœur de ce premier séminaire : temps de la vie, temps du travail, représentations de la continuité et de ses ruptures. Longue vie et travail court pour Jean Viard, guerre des places et des chances pour François Dubet, tensions du côté du religieux pour Danièle Hervieu-Léger et Patrick Banon, désordre des âges de la vie pour Pierre-Henri Tavoillot, ou même révolutions dans les modes de consommation pour Philippe Moatti : tous invitent à réfléchir sur les modèles que l'on peut dégager de la réalité brouillonne, immédiate, effervescente de nos sociétés, et partant, sur les orientations mais aussi les outils qu'il est de la responsabilité de tous d'imaginer dans l'espace des territoires – le monde, le pays, la nation, l'État, la région, la commune, peut-être même... la maison – afin de les partager au mieux. Naître et mourir : entre temps, il se passe des choses bien étonnantes comme travailler, apprendre, voyager, manger, dormir, croire, parler... Exercer sa liberté et son intelligence, parfois, jusque dans les déterminismes du présent.**



## Notre rapport au temps : vie longue et travail court



A-t-on véritablement pris la mesure de toutes les conséquences de ce double phénomène : allongement de la durée de la vie et diminution du temps de travail ? Cette transformation fondamentale affecte tous les registres de l'existence : rapport à l'éducation, au travail et aux loisirs ; relations affectives ; relations entre les générations ; rapport au territoire ; rapport aux institutions. Cette grande transformation questionne aussi la question des inégalités : comment occuper son temps, quelles frontières entre temps libre et temps contraint.

**Notre société aimerait-elle les mauvaises nouvelles, elle qui se range parmi les plus pessimistes au monde, comme si elle se portait mal ? Ou comme s'il existait un décalage entre la réalité et sa représentation. Ou encore une opposition irréductible entre bonheur privé et malheur public. Les étudiants, en France, sont 36 % à être confiants en l'avenir ; au Danemark, ils sont 60 %.**

C'est que les changements sont allés et vont toujours bon train : l'espérance de vie s'est accrue au XXe siècle de 40 % : en quatre générations, vingt-cinq années de vie ont été gagnées, ce qui avait demandé un millénaire auparavant. En Europe, la richesse collective a été multipliée par dix. Et pourtant, le sentiment de stress est permanent. C'est que nous voyons mieux le nombre de choses que nous ne ferons pas, les opportunités ratées, les occasions perdues. La culture de la vitesse a densifié l'occupation du temps, le modèle de la mobilité s'est substitué au modèle sédentaire. L'ordre des étapes de la vie n'est plus le même : nous connaissions une société d'ordre, nous sommes dans une société d'irrégularité. Parmi les indicateurs de mutation : 54 % des enfants naissent hors mariage.

### Civilisation du temps rare

En dépit de l'allongement du temps de la vie, notre civilisation est celle du temps rare : chacun est convaincu de manquer de temps, alors que le temps de travail a diminué et le temps de la vie augmenté. Nous vivons, en moyenne, sept cent mille heures ; nos enfants en vivront huit cent mille. Notre temps de sommeil a baissé de deux heures, et le gain en espérance de vie équivaut à trois heures quotidiennes : nos journées, d'une certaine manière, durent vingt-neuf heures. Dans notre modèle social, nous dormons environ deux cent mille heures. Nous en travaillons environ soixante-trois mille, à raison de quarante-deux années à trente-cinq heures la semaine – soit 10 % de notre vie. Les études ? Trente-mille heures. Il nous reste donc quatre cent mille heures pour faire autre chose. Dans le champ des valeurs, ces chiffres signifient que le temps libre s'est mis à structurer nos normes. Avant 1914, on avait deux cent mille heures de sommeil, deux cent mille heures de travail : il restait cent mille heures pour tout le reste. Les grands vecteurs d'innovation ont été la télévision et les vacances. Les milliers d'heures passées devant la télévision, c'est sur le cimetière qu'elles ont été gagnées. Mais l'effort est caché : on ne voit jamais les techniciens à la télévision, ni les femmes de ménage dans les hôtels. À travers cette vie longue et ce travail court, nous sommes saisis par la vitesse et la discontinuité.

En même temps, 1 500 000 femmes élèvent seules leurs enfants. Les familles des « quartiers » sont à 25 % monoparentales. Femmes seules et familles nombreuses représentent 43 % de cette population : exactement le taux de chômage de ces « quartiers ». Doit-on dire que le haut protège le bas ? Les femmes trop diplômées ne se marient pas. En Italie ou en Allemagne, 25 % des femmes-cadres mariées n'auront jamais d'enfant...

Notre temps, c'est aussi la mobilité, devenue une culture : en 1950, nos déplacements étaient en moyenne de cinq kilomètres par jour ; aujourd'hui, quarante-cinq. Sans compter les kilomètres virtuels : en trois minutes, à la télévision ou sur internet, on fait le tour du monde.

## Mettre en récit

Ce sont ces changements qu'il faut mettre en récit, puisque jamais les changements n'ont été aussi rapides. Tous les dix ans, le nombre de brevets scientifiques est multiplié par deux. Tous les neuf ans, un département entier est perdu pour l'agriculture : que fait-on pour protéger les terres agricoles ? Dans ces bouleversements, les Français sont tout de même 76 % à se dire heureux, quand bien même ils estiment la société catastrophique. C'est un espace paradoxal que le nôtre, où le politique s'avère incapable de créer le récit de l'aventure collective.

Dans ce contexte, réussir, c'est savoir se déplacer, saisir les opportunités : « une vie réussie est une vie romanesque », dit Pascal Bruckner. Au cœur des processus de vie ne résident plus la croyance, ou l'industrie, mais les modes de vie. On va là où la vie est agréable : 50 % des Français vivent à côté de la ville de 1950. Ils veulent un jardin, un barbecue, des liens sociaux souples. Du coup, tout le monde glisse vers le sud. Et si l'est de la France n'a jamais été identifié comme sud, on remarque pourtant qu'il est le sud de l'Allemagne. Ces glissements ont aussi produit les « quartiers » : les habitants y restent parce qu'ils ne peuvent pas en partir.

Les liens sociaux sont entrés dans la sphère du privé. Dans cette société du lien social souple, les rituels entrent en concurrence, avec des frottements qu'il faut réguler. Ce n'est sans doute pas vrai pour tout le monde, et différentes cultures coexistent dans les mêmes lieux, à voir comme des archipels. Alors, qu'est-ce qui fait « cité », quand on sait que 50 % des Français ont un jardin et 25 % une résidence secondaire, que 61 % d'entre eux ne travaillent pas dans la commune où ils votent ? La question du travail s'invite dans la réponse : ce n'est plus le travail qui structure le champ social. Dans le temps libre, l'individu est devenu acteur, il définit son programme et décide pour lui-même, ce qui entre en contradiction avec un ordre productif archaïque. Le travail reste fondateur d'identité, mais le temps libre tout autant.

## Être un et divers

Le temps libre pourtant ne structure pas le temps du politique. Notre modèle social a été réalisé par nos parents, où la hiérarchie, y compris dans le déploiement de la liberté, était essentielle. Mais nous avons, au cœur de notre système de représentations, et dans la course aux innovations techniques et aux libertés, associé individu, mobilité et liberté. Des enjeux nouveaux émergent alors : la capacité de prédation de ce modèle sur la nature et sur la vie collective, la sacralisation de cette nature, le problème de l'identité. L'extérieur – les bandits, les prostituées, tous ceux que l'on peut rejeter hors de notre espace – n'existe plus : notre territoire est petit, fragile, habité, nous invitant à répondre à la question « comment être un et divers ? ». D'une certaine manière, Gagarine a fermé le monde qu'avait ouvert Christophe Colomb.

## Éléments de débat

**Le fondateur des bourses du travail affirmait que la révolution aurait eu lieu quand existeraient la retraite et la sécurité sociale : la révolution, sans être celle du Grand soir, a eu lieu, mais on est face à un bonheur privé opposé à un pessimisme collectif. D'où viennent cette incapacité à mettre le changement en récit et la contradiction entre travail et vie personnelle ?**

Nous sortons d'un cycle politique de trente ans, les anciens colonisés se sont invités, la crise affecte tous les pays développés... Il faudrait cesser de dire « avec moi, ça ira mieux ». Dans un monde qui cherche sa régulation, le modèle du récit collectif n'est plus celui de la démocratie. Dans la mondialisation, les cultures nationales sont marquées par des spécialisations différentes : l'Allemagne par les objets et les machines, la Grande-Bretagne par la finance. Mais la France ? Quelle est l'incarnation française dans la culture mondialisée ? Elle doit, à un moment, s'incarner, dans les droits de l'homme, l'alimentation, la santé... Quelque chose qui soit identifié comme français par tous les autres. L'identité française, c'est sa langue, l'amour des libertés et les Lumières, la révolution française, la laïcité : comment la politique et les produits incarnent-ils ces piliers ? La crise du récit mène à un modèle régressif, à un discours du retour aux origines – alors que ce qui fonde la république, ce n'est pas la question « d'où viens-tu ? », mais la question « où vas-tu ? ».

**François Dubet**,  
professeur à l'Université Victor Segalen  
(Bordeaux 2),  
chercheur au Centre d'analyse et  
d'intervention sociologiques  
(Cadis – EHESS)



Il existe une pluralité de modèles de justice au sein d'une même société, qui peuvent se succéder dans le temps ou bien être en conflit. Ces différents modèles de justice ne sont pas simplement d'ordre technique : ils induisent et mobilisent des représentations de la vie sociale, partagées ou antagonistes et fondent une diversité d'acteurs pertinents et de types de mobilisation, par exemple : le syndicalisme organisé, les coordinations, les appels à la résistance ou à la désobéissance.

## Modèles de justice et représentations de la vie sociale

En vingt ans, la représentation des injustices sociales a totalement changé. Les « enfants d'ouvriers » sont devenus les « enfants des milieux défavorisés »... Nous sommes passés d'un modèle de justice à un autre. Jusqu'à la Révolution française, le monde était simple : les gens étaient ontologiquement inégaux. Mais à partir des révolutions démocratiques, nous sommes tous devenus fondamentalement égaux : les femmes, les jeunes, les étrangers. La rhétorique raciste, ou sexiste, est devenue étrange. Pourtant, nous occupons des positions sociales inégales. Au XIXe siècle est née une tension nouvelle : ce siècle a été dévasté par les inégalités parce que tous étaient fondamentalement égaux.

L'égalité répond à deux grands scénarios : l'égalité des places, qui tend à réduire les inégalités en resserrant les inégalités des places sociales, modèle de la gauche et des syndicats, et l'égalité des chances, qui énonce le juste comme les chances pour chacun d'atteindre des positions inégales. On disait : « tu seras ouvrier, mais tu vivras mieux que ton père ». Si les deux modèles sont justes, ils ne produisent pas les mêmes effets, et s'interroger sur leur validité est une nécessité.

### Deux modèles

Le premier modèle conçoit la société en termes de classes sociales, comme système auquel chacun contribue, où le progrès social consiste à assumer la redistribution. La redistribution resserre l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres. Au XXe siècle, la question sociale a été centrale : les inégalités ont été réduites, grâce à la gauche, grâce à la croissance. Les biens gratuits réduisent les inégalités : c'est vrai. Mais le modèle repose sur un voile d'ignorance. On a d'un côté les forces de progrès, et de l'autre la réaction et l'argent. De ce point de vue, De Gaulle et le parti communiste avaient la même pensée. C'est là-dessus qu'est fondé l'appareil et l'outil statistiques. Les politiques scolaires, jusque dans les années soixante, visaient à réduire les inégalités d'accès à l'école et au savoir ; jusqu'en 1970, les femmes étaient des êtres humains auxquels on assurait une position dans la famille ; la grande réforme a été celle du divorce par consentement. De 1900 à 1960, malgré un très fort taux d'immigration, ne se posait aucun « problème des immigrés ».

Ce modèle est remis en cause, s'épuise et reçoit de nombreuses critiques. Il repose sur un volant d'exclusions, sur un stock de personnes bien traitées, du moment qu'elles restent hors jeu (les jeunes, les handicapés...). L'État-providence a cristallisé les positions sociales, créé des avantages acquis discutables, transformant la France en pays de castes. La société vit dans la dépendance de l'État, plus utile à chacun que ses propres voisins. Le modèle est aveugle à d'autres inégalités : celles qui concernent les femmes ou les immigrés, qui ne sont pas vus<sup>1</sup> ; ou les élèves, avec l'accentuation de l'amplitude des inégalités scolaires. En 2009 le débat a porté sur l'admission d'enfants défavorisés dans les grandes écoles, alors que cent cinquante mille enfants ne savent pas lire en quittant l'école...

Le second modèle prône l'égalité des chances, et repose sur une fiction statistique : la France compte 50 % de femmes, 15 % de personnes « issues des minorités », 30 % d'enfants d'ouvriers... La justice serait donc

<sup>1</sup> cf Maurice Halbwachs, *Lettres des États-Unis*

que les conseils d'administration comptent 50 % de femmes, etc. Dans cette fiction, chacun serait débarrassé du poids de sa naissance, et l'on aurait, même à Polytechnique, 50 % de femmes, etc. Ce qui compte, c'est que chacun ait les mêmes chances. Ce modèle s'est imposé comme une évidence, c'est cette dramaturgie que rejoue le sport. Sauf que dans le sport, on recommence le match. Les inégalités ne sont plus vues de la même façon : elles sont perçues comme discriminations. Les femmes sont discriminées, les immigrés sont discriminés, les obèses sont discriminés : on court, mais avec un handicap. Une autre conception se place sous d'autres projecteurs : on entre dans la société de la responsabilité personnelle, dans ce que les Américains appellent la « société active », qui valorise la confiance et pose une nouvelle équation : quand la société est bonne, l'économie va bien. Ce modèle implique évidemment d'autres politiques sociales : l'élitisme républicain cède la place à l'égalité des chances. La république vous donnait une place, mais à partir de 1960, vous prenez le départ dans une compétition. À chaque tour, certains tombent et sont « ramassés ». Dans ce modèle, il y a justice quand les enfants du peuple entrent à l'école Normale supérieure.

## Comment arbitrer ?

Là où l'égalité des chances domine, les inégalités sociales augmentent (aux États-Unis, le différentiel est de 1 à 7, ce qui ne choque personne). Le modèle des chances s'impose dans une société de rareté. Les gens doivent se définir négativement, par leur handicap : « je suis victime... ». Avec des conséquences problématiques. Les victimes entrent en concurrence : ce sont les gamins de banlieue antisémites parce les Juifs les « empêchent d'être victimes ». Ou alors, l'identité stigmatisante est transformée en identité fière. Ce qui crée une obligation de s'identifier : les droits accordés aux homosexuels m'obligent à me définir comme homosexuel. Une ethnie discriminée est créée, sur laquelle travailler, avec obligation d'assignation. C'est une autre conception de la justice sociale : le modèle est cruel, il implique, pour faire triompher des vainqueurs, qu'il y ait des vaincus, ces derniers devant jouir de la responsabilité de leur défaite. C'est une forme de darwinisme social.

## Évaluer les modèles

Le premier modèle était un peu naïf et aveugle, le second est dur et cruel. Comment sortir de là ? Prendre à chaque modèle ce qu'il a de bon ne serait pas très sérieux. L'action politique suppose des priorités. Peu de femmes et d'enfants de pauvres fréquentent Polytechnique. Quel est le vrai scandale ? Ce n'est pas le nombre de pauvres à Polytechnique, c'est l'inégalité des places entre Polytechnique et un CFA.

Du point de vue épidémiologique, les effets des inégalités sur la santé ont été étudiés par Wilkinson<sup>2</sup>. La santé est meilleure dans un pays modeste où les gens sont égaux : c'est le « paradoxe écologique ». On sait aussi que l'égalité, c'est moins de violence. Par contre, quand les inégalités se creusent, la solidarité se ferme. Aux USA, les quartiers riches constituent leur propre commune. La discrimination positive a, de son côté, été efficace en créant une classe moyenne noire, efficacité qui a son revers : privé de ses élites, le monde noir s'est effondré. Si, dans nos « quartiers », on sort de l'école les trois meilleurs du CM2, c'est très bien pour eux ;

---

<sup>2</sup> cf Les déterminants sociaux de la santé: les faits - Michael Marmot, Richard G.. Wilkinson  
<http://filz.fr/pprvsr>

mais pour le quartier ? Les inégalités hommes/femmes ont été réduites, mais c'est pour voir se creuser les inégalités entre femmes. Plus on réduit l'inégalité entre les places, plus on laisse de liberté à l'égalité des chances, le contraire n'étant pas vrai.

Le modèle de l'égalité des chances, en fait personne n'y croit vraiment. Personne ne dira à son fils : attention, ce n'est pas ton tour. Les élites, alors, se réaristocratisent, ce qui est très clair dans les pratiques scolaires. Si les grandes écoles s'ouvrent largement, la formation se fera aux USA.

Sans doute conviendrait-il de renouveler la pensée de l'égalité des places, sans pour autant revenir à un républicanisme invraisemblable. Le Canada, qui a la même économie que nous, a un taux de criminalité plus faible, des inégalités scolaires moins marquées. Le sentiment de discrimination y existe, mais les discriminés se sentent surtout pauvres et exploités.

## Éléments de débat

### **Est-ce qu'on a le choix ?**

La vraie difficulté, c'est que les États sont entrés en concurrence. On a créé un monstre, la « société libérale ». Lors d'entretiens avec des noirs, ce qui est dit, c'est que le scandale ne réside pas dans le fait qu'il n'y ait pas de députés noirs à l'Assemblée, mais qu'ils soient tous ouvriers du bâtiment et mal payés.

On se fait croire qu'on n'a pas le choix, et il s'est créé un discours symétrique inverse, le discours « alter ». Mais l'espace d'action existe, avec de la générosité et une volonté politique. On peut créer un système scolaire correct, un système de santé correct. Aucune logique du capitalisme ne nous oblige à avoir des quartiers ignobles. Qu'un tiers des enfants sortent mal formés du système scolaire, on ne peut en imputer la faute à Bill Gates ! En France, il est étonnant de voir à quel point les élites se présentent à travers leur carrière scolaire, tandis que les Allemands se présentent à travers leur carrière professionnelle. Notre problème n'est pas celui de la nature des élites, mais celui d'un système scolaire entièrement commandé, symboliquement, par le modèle « grandes écoles ».

### **L'argent semble tout commander...**

L'argent et le sexe, c'est très intéressant ! Balzac et Molière ne parlent que de ça ! L'argent, c'est bien, l'individualisme, aussi. La bonne société, c'est celle qui permet à chacun de construire sa vie. Et il ne faut pas confondre argent et finances. La réalisation de soi suppose des conditions sociales. Mais en France, on ressasse, on ressasse...

**Danièle Hervieu-Léger,**  
directrice d'études  
de l'École des hautes études  
en sciences sociales (EHESS)



## Le pèlerin et le converti : deux figures contemporaines de la croyance

**On imagine que les sociologues travaillent sur le réel social, alors qu'ils travaillent sur le réel sociologique. Ils élaborent des médiations, des concepts. Faire de la sociologie, c'est tout d'abord fabriquer des outils de pensée, qui permettent d'articuler les données et leur interprétation. Le sociologue construit une image du réel, il ne prouve jamais rien. Il tire un fil pour mettre de l'ordre dans le réel, il pourrait tout aussi bien tirer un autre fil. Une figure de description, c'est ce fil qui permet de nouer observation et interprétation.**

### Deux figures contemporaines

L'affaiblissement des Eglises s'accompagne-t-elle d'un affaiblissement des croyances ? C'est loin d'être le cas, si l'on en juge par l'engouement suscité par les grands événements religieux, les pèlerinages, mais aussi les progrès de nouvelles églises. Cependant, l'adhésion religieuse devient plus individuelle. Deux nouvelles figures apparaissent sur la scène religieuse : le pèlerin et le converti. Le pèlerin, c'est celui qui choisit son parcours, module sa participation, selon un cheminement parfois très chaotique. Il privilégie une pratique hors du quotidien. Le converti, c'est l'individu moderne qui choisit sa religion au lieu d'en hériter, qui se la réapproprie dans le désir d'être authentique. Ces deux figures peuvent aussi être considérées comme emblématiques d'attitudes individuelles, bien au-delà du champ religieux.

Pour rendre intelligible la scène religieuse contemporaine, deux figures de description : le pèlerin et le converti. Le pèlerin, dans toutes les traditions, c'est un individu qui circule, qui bouge, qui choisit de s'engager dans un chemin. Aujourd'hui, alors que la pratique religieuse est en déclin, la pratique du pèlerinage augmente, portée par tous ceux qui circulent à travers une spiritualité de hauts lieux et de temps forts. La figure du converti est plus frappante encore. On peut en prendre la mesure à l'échelle planétaire. Les États-Unis ont une grande tradition de conversionnisme, et connaissent une poussée de ce qu'on appelle le « pentecôtisme », des mouvements qui en appellent à un changement de la conscience des individus. Les pays d'Islam sont eux-mêmes fortement touchés, à travers le réendossement d'une identité religieuse, phénomène que l'on observe également du côté du judaïsme. Il s'agit bien d'une vague planétaire et diversifiée.

En terrain catholique français, les conversions ont augmenté de 12 à 13 %. Le phénomène est à prendre avec précaution, même si c'est une tendance lourde. Le converti, c'est celui qui choisit sa religion, il est lié à la tendance à l'individualisme et à la mobilité du croire, qu'il s'agisse d'un changement de religion, du passage de aucune religion à une religion, ou du réendossement d'une religion à l'âge adulte.

### Sécularisation ?

Une première grande question se pose : cette vague de conversions est-elle un démenti à la théorie de la sécularisation ? Le religieux est réputé être de moins en moins déterminant, or les conversions obligent à penser le processus de sécularisation. Les sciences sociales, la philosophie, depuis les Lumières, disent que l'émergence de la modernité est liée au déclin de l'institution religieuse. Le déclin des religions serait lié à la montée de la rationalité scientifique et technique, qui gouvernerait les sociétés en désenchantant le monde, à travers la décomposition des grandes mythologies. Max Weber parle de « démagification » : quand éclate le tonnerre, ce n'est pas un signe divin, c'est un phénomène électrique.

Deuxième point : toutes les théories sociologiques disent que la modernité entraîne la perte du religieux et affirme l'autonomie du sujet. Nous nous pensons comme des individus doués de raison, capables de construire

nous-mêmes des « évaluations fortes » (Charles Taylor<sup>3</sup>) avec d'autres sujets autonomes. La perte du religieux se joue au moment où la souveraineté monte du corps souverain du peuple, ne descend pas du ciel. L'individu peut choisir sa religion, sans intervention d'une prescription. La religion devient matière à option, la loi hétéronome tombée du ciel est discréditée. La conséquence en est la différenciation des institutions. Le religieux n'est plus l'enveloppe unique de l'ensemble des activités humaines, qui acquièrent leur propre registre et entre lesquelles circule l'individu.

Ce qui a fondé la sécularisation, c'est le refoulement de la religion hors de la sphère publique. Dans les sociétés les plus modernes, le caractère privé de la religion est assumé. Entre-t-on dans un processus inverse ? Une première hypothèse serait que nous ne sommes jamais sortis du religieux. Une seconde que nous allons vers un retour du religieux. Les deux hypothèses ont connu une certaine vogue. Si les théories de la sécularisation ont pu fonctionner, c'est qu'on avait des batteries d'enquêtes montrant que de moins en moins de gens pratiquaient, du moins en Europe. Aux États-Unis, l'histoire de la culture politique impose le libre choix religieux, ce qui explique l'immense difficulté à se comprendre, entre France et États-Unis, sur le terme « séparation » : en France, la séparation protège la république, aux États-Unis elle protège les communautés religieuses.

## Retour de la spiritualité, déclin des institutions

À partir des années 70, les questions de spiritualité ont fait un retour en force dans les sociétés développées. C'est un débat philosophique, celui du rapport de la transcendance à la position citoyenne. Ce retour au religieux, pourtant, ne profite aucunement aux institutions religieuses, dont l'autorité ne cesse de baisser. La France, par exemple, compte 7 % de pratiquants réguliers, et 5 % seulement déclarent tenir compte des prescriptions du Vatican en matière sexuelle.

Le regard sur le phénomène doit donc se renouveler. Beaucoup de conversions ne signifie pas que la transformation du converti est gagnée. Les nouveaux phénomènes révèlent des intérêts spirituels non régulés par l'institution religieuse, ils dénotent la défaillance des systèmes institutionnels de transmission intergénérationnelle.

Les conversions se font avant tout par essaimage, par internet, les livres, les salons, des vecteurs d'information qui ne sont pas les canaux habituels. Ce qui n'est pas un scoop de la modernité : les Pères de l'église ne disaient pas autre chose. La nouveauté, c'est l'existence d'un monde sans aspérités, où il ne se passe rien : dans une enquête, en 2003, sur la transmission des valeurs, portant sur la politesse, le respect, les valeurs religieuses, seuls 4 % des personnes interrogées mettaient en tête les valeurs religieuses, répondant « mon enfant choisira le moment venu », « on ne peut pas prescrire ». L'idée même de transmission était invalidée. On note même l'importance inattendue de phénomènes de transmission à l'envers : c'est le jeune musulman accusant sa grand-mère d'être une mauvaise musulmane, c'est la re-judaïsation de certaines familles. Voilà des révélateurs de la désorganisation des appartenances.

Le religieux n'est plus institutionnellement régulé, ce qui pose d'énormes problèmes à la laïcité à la française, qui suppose liberté de conscience et séparation.

3 cf [http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles\\_Taylor\\_%28philosophe%29v](http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_Taylor_%28philosophe%29v)

## Éléments de débat

**Ce schéma du jeu de tensions entre quatre pôles peut-il être récupéré pour lire les identités politiques ? des identités nationales ?**

Ce schéma suppose une définition de la religion, s'appuie sur une approche par la lignée croyante, fait appel à la légitimité d'une continuité. La croyance s'atteste par la tradition – mais les sectes peuvent s'inventer des traditions, des discours de légitimation. Le propre du religieux, c'est de faire appel à la mémoire. Perdre des repères, c'est devoir s'inventer tous les jours les raisons de vivre ensemble : les nations se sont créées sur un mode religieux. Comme une religion séculaire.

## Se représenter la continuité

Quelle confiance a l'État dans les institutions religieuses pour réguler le religieux ? Le consistoire ou le conseil du culte musulman permettent à la laïcité de s'exercer. Mais c'est l'institutionnel religieux qui est lui-même dérégulé. Les catholiques, les juifs, les musulmans sont bien là, mais sous la forme de petites minorités qui ne se sentent plus tenues par les institutions. C'est l'aporie du phénomène religieux moderne. Cette émancipation ne signifie pas la fin des attentes portant sur la représentation de la continuité. Ce qui, en effet, constitue la force du religieux, c'est sa capacité à représenter la continuité, surtout dans les périodes d'incertitudes sociales. Sauf à construire la figure de l'ennemi, le politique ne peut répondre à la question : « pourquoi faut-il mourir ? ».

La figure du converti nous apprend que la religiosité consiste à opter personnellement pour une lignée croyante. se convertir, c'est dire : « je me reconnais dans cette famille », et non : « je crois en Dieu ». Le jour où le converti dit se reconnaître dans la famille d'Abraham, il transforme un sentiment spirituel vague, pose un « nous » et un acte individuel. La conversion moderne conjugue l'autonomie individuelle et la reconnaissance de soi dans une lignée et la continuité.

La variété de ces processus tisse un réseau mondial, mouvement de tisser qui réunit mobilité, fluidité et appartenance.

Qu'en est-il alors de l'identification à une communauté ? Les deux processus ne sont pas contradictoires. Il faut que l'adhésion soit affiliée à une lignée. Quand le converti dit « je crois », il a besoin d'une reconnaissance qui lui permette de dire aussi « j'appartiens à la famille ». Les parcours individuels recherchent une reconnaissance, dans un lien fort entre conversion, narration de sa propre histoire, et manière de se rapporter à la communauté.

## Qu'est-ce qu'une identité ?

L'identité religieuse est un marquage communautaire et l'adhésion à des valeurs. C'est aussi une culture, des connaissances, des coutumes, des rites. C'est, enfin, une manière de vibrer, une émotion, le sentiment de former un « nous ». Entre communauté, éthique, émotion et culture jouent des tensions deux à deux : la communauté fixe la frontière, tandis que l'éthique a vocation à l'universalité. La culture se sédimente dans la longue durée, tandis que l'émotion se gère dans l'instant. La culture seule est un patrimoine froid, l'émotion seule est instable. La régulation religieuse est ce qui gère les tensions entre les quatre pôles. Par excellence, ce rôle est endossé par la liturgie. Sans régulation, si un pôle réussit à satelliser les autres, chacun des pôles peut devenir principe organisateur de l'identité, rendant possible l'établissement d'une cartographie des conversions. Les récits de conversion, nombreux, sont très monotones, mais lus à travers le jeu des tensions entre les pôles, il devient possible de les classer : communauté et émotion, on a la conversion familiale ; éthique et émotion, c'est la communauté de Thésée ; communauté et culture, ce sont les conversions patrimoniales (par exemple pour partager une langue) ; culture et éthique, ce sont les conversions axiologiques passant par la découverte des textes (par exemple les chrétiens sans église) ; émotion et culture, c'est la conversion esthétique ; communauté et éthique, ce sont les conversions militantes.

À partir de la position individualisée, il est possible de repérer la distribution d'identités religieuses qui cohabiteraient difficilement.

## Quelle place pour les religions dans les sociétés contemporaines ?



Nous ne vivons pas un choc des civilisations ni une agonie des religions ni même une concurrence entre les systèmes de pensée religieux. Nous assistons au contraire à une mondialisation du religieux et à une convergence des préoccupations liées à la condition humaine. Nous assistons ainsi, inévitablement, à une mutation du concept de laïcité qui, en s'émancipant de ses origines anticléricales et antireligieuses, revêt les habits d'une neutralité pluraliste. Ces transformations ne se font pas sans heurts, entre les personnes, les institutions et les sociétés nationales. Ce sont donc de nouvelles formes de l'échange et de la cohabitation qui restent à inventer.

**Et si la clef de lecture de la place des religions dans nos sociétés était le statut des femmes ? S'il est vrai que les religions sont nées de la sacralisation de la terre, des règles de vie qui en sont nées, et de la répartition des rôles entre hommes et femmes, contrôler la vie, c'est contrôler la terre, et c'est construire le rapport à l'autre, à l'étranger.**

Avec la mondialisation, la libre circulation des individus, la coexistence de quatre mille formes de croyances, la terre a été désacralisée, impliquant un autre regard sur l'étranger, un autre rôle dévolu aux femmes. Cette histoire ne va pas sans frictions ni questions. Peut-on, par la construction d'édifices religieux, sacraliser une partie de l'espace public ? Friction entre temps collectif et temps religieux. Frictions quant à l'apparence physique, à travers le port du voile, de la barbe, de dreadlocks... Zones de friction quant à l'alimentation : toutes les religions ont des interdits alimentaires susceptibles de séparer les croyants des non-croyants – un vrai problème pour la restauration collective. Zone de friction dans les coutumes et les traditions : le mariage forcé relève-t-il de la vie privée ?

### Frictions dans l'espace public

Ces questions très concrètes se posent dans l'espace public, mais aussi dans les entreprises et tous les espaces partagés, invitant à créer des règles de gestion de la cohabitation des religions. Quelques orientations préalables pourraient aider à prendre des décisions : ne pas entrer dans le débat religieux : personne ne veut discriminer ; ne pas donner de droits qui seraient préjudiciables à la personne : avoir peur pour l'autre plutôt que peur de l'autre ; ne pas renvoyer une personne à sa culture d'origine.

La responsabilité d'une démocratie est de protéger les individus, y compris contre eux-mêmes. Pourtant, aux USA il est permis aux fidèles de consommer de la drogue pendant les messes. Pourtant, les Sikhs sont autorisés à ne pas porter le casque à moto ou sur un chantier... Il ne s'agit pas là de conflit des civilisations, mais de tentatives d'ajustement qui sont de la responsabilité des hommes. De la coexistence des religions surgissent d'innombrables conflits, portant sur la nourriture servie dans les cantines scolaires ou les restaurants collectifs, sur la manière de s'habiller des jeunes filles dans les quartiers, sur l'usage des portes électriques le samedi, sur les carrés confessionnels dans les cimetières... La laïcité française, encore nouvelle dans l'histoire, devrait permettre au droit, et non aux religions, de protéger les individus.

La transformation du rapport au temps agit aussi sur le rapport aux lieux : la mobilité et la multi inscription territoriale devient une donnée. Entre ubiquité, hédonisme territorial et inscriptions dans des réseaux, où en sommes-nous de notre rapport à l'espace ?

**Avec les religions, le rapport au temps est essentiel, et se construit selon des modèles soumis aux variations. On peut revitaliser des modèles anciens, changer d'allégeance, passer d'un modèle à un autre dans les différentes sphères de l'existence – le travail, la famille, le choix politique : la société est devenue zappeuse. Zappeuse aussi quant à ses espaces ?**

L'exode rural, c'est fini : le mouvement des campagnes vers les villes a cessé en 2000, même si l'exode paysan continue (un million d'emplois perdus en vingt-cinq ans). La société réorganise son espace, glisse vers le littoral, s'interroge sur la construction de métropoles, avec l'originalité, pour la France, d'un pouvoir donné aux surfaces et non aux villes, contrairement aux autres pays européens. La France n'a pas pensé ses villes, sortes de nuages qui ne font pas cité. Des régions attirent, d'autres non. La Provence, la Côte d'Azur, le Languedoc, le littoral atlantique, attirent fortement. L'est se vide, le nord table... sur le nord, c'est-à-dire Bruxelles, pour son développement.

## Le tourisme, l'imaginaire et le désir

Les territoires se construisent aussi dans l'imaginaire. Les territoires bougent, ainsi que les usages qui en sont faits, avec des codes culturels construits sur le modèle des vacances, des territoires plongés dans les jeux du désir, aménagés, en fait, par les modes de vie. Les polarisations s'effectuent autour des grandes régions touristiques : par exemple Strasbourg, ville historique, enclave monumentalisée dans l'est ; ou Lyon, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO alors qu'auparavant, c'était une ville à traverser. Ou encore Aix-en-Provence, qui avec sa culture patrimoniale cannibalise Marseille, et Montpellier, dont les trois quarts de la population sont exogènes. Le tourisme devient le vecteur de la mise en désir, le marqueur qui attire les élites et les entreprises. Ces territoires ne sont pas seulement monumentalisés, mais aussi « artialisés », exprimés par les peintres et les artistes qui leur construisent un imaginaire. La question alors est : comment mettre en art les lieux ? C'est une réflexion importante pour les villes de l'est. Et c'est un mouvement qui a beaucoup plus aménagé le territoire que la DATAR. Le désir de campagne a été construit à travers festivals, parcs régionaux, renaissance des cultures régionales. Pourtant, la ville aussi regagne en désir, avec le vélo, le tramway et le low-cost. Culture et désir varient d'un espace à l'autre : le modèle breton n'est pas le modèle méridional. Toute la façade atlantique, dans la concurrence entre régions, a mené un énorme travail sur le thème de « la France authentique ». Le nord a élaboré une stratégie visant à devenir la destination de ceux qui sont encore plus au nord. Mais le tourisme exige beaucoup de travail, pour éliminer les pauvres des plages et ces centres-villes, construire des parcs qui attirent les foules, etc.

## La ville est partout

Outil indispensable du développement des territoires : le logement, outil culturel intégré. Chacun rentre dans le monde quand il rentre chez lui, où se développent le lien au virtuel, le lien au social souple, au social familial. Les quartiers délaissés, construits sur un modèle fonctionnaliste,

ne marchent pas. Ne marche pas non plus le sort des vieux : en Italie, contrairement à la France, on n'a pas travaillé sur le critère de la distance entre mère et fille, un lien qui fonctionnait bien dans le tissu villageois, mais qui échoue dans les barres de HLM : on trouve là devant la question des vieux, de leur solitude et de leur coût.

Ces questions interrogent à plusieurs titres. Les urbanistes s'acharnent sur l'étalement urbain : mais c'est ce que les gens veulent ! Un endroit intime, au grand air. Au cœur de ce processus se trouve la mobilité, dans la journée ou la semaine. Plus la ville est grande, plus on part longtemps. Mais aussi : plus la ville est grande, plus elle investit dans le culturel... et plus les nouvelles générations ne partent plus. Paris, dont 54 % des habitants vivent seuls, est une ville d'étudiants, de veuves et de célibataires. Au périurbain d'accueillir les familles. Pour comprendre la ville, il faut comprendre qu'elle s'est généralisée, qu'elle est partout, parfois dense, parfois diffuse. Les agriculteurs sont à une heure d'une ville, et les Français les plus mobiles sont les femmes d'agriculteurs, qui vont en ville chercher des revenus financiers. En même temps, on constate l'ouverture vers la mer et les fleuves, vers l'aquatique. Marseille aujourd'hui se littoralise, l'intérieur se perd. Le modèle opposant rural et urbain ne sert plus qu'aux élus, pour se faire élire, dans un modèle social construit sur la ruralité. La révolution française a partagé les terres et les sols, mis fin aux forêts, enraciné la république dans les campagnes, avec pour symbole la gerbe de blé et pour effet de bloquer la montée d'une classe ouvrière. Après la guerre de 1914-1918, on disait encore que le paysan français avait battu l'ouvrier allemand. Le soldat, l'élus local, le chef de famille : c'était notre modèle – c'est aussi celui du front national, ancré dans la construction d'un mythe : « nous sommes tous des fils de paysans ». Cette république enracinée dans le sol donne des communes, pas des villes.

## La nature est dans la ville

Cette France de 1870 explose en 1930, quand on a autant d'urbains que de ruraux, et mène aux « chemises vertes » et à « la terre ne ment pas ». Le gaullisme se débarrassera de ce modèle, en faisant passer le nombre d'agriculteurs de trois millions à trois cent mille. Pourtant, l'agriculture est un champ majeur pour l'avenir de nos sociétés : la perspective de neuf milliards d'hommes pose la question alimentaire, les énergies renouvelables relèvent du monde agricole... On a fait entrer la nature dans la ville. L'écologie politique demande que l'on regarde les cartes, et de lire le territoire dans la transversalité de la question de la nature, en concurrence avec le tourisme.

Ce rapport à la nature détermine une façon d'habiter qui va distribuer les emplois : en terme d'emploi, 40 % des personnes s'occupent du corps des autres (45 % dans les pays scandinaves), 10 % travaillent le sol, 17 % fabriquent des objets, 33 % font de la logistique. Et si l'on reconnaît le travail des femmes, on arrive largement aux 45 %. La question, en France, n'est donc pas de « revenir comme avant » : il ne peut y avoir de retour en arrière. Mais personne non plus ne dit ce que la France doit faire dans la mondialisation...

## Éléments de débat

### **S'il n'y a plus de paysans, qui produit l'alimentation ?**

On doit sacraliser la terre agricole, indépendamment des paysans, à qui appartient 50 % du sol. Mais ce n'est pas eux qui reprendront l'agriculture. On peut penser que l'agriculteur ne retire que partiellement ses revenus de l'agriculture ; il peut exporter des savoir-faire... La question foncière est centrale. Le foncier et l'alimentation, qui écrasent les milieux populaires, seront déterminants pour l'élévation des revenus.

### **On se trouve dans une logique des surfaces, pas des populations...**

65 % des actifs ne travaillent pas où ils votent. Notre démocratie est celle du sommeil, ce qui est terrible pour le développement économique, pour les plus pauvres et les plus fragiles. Les élus sont des gestionnaires de la nuit, au fond. Les populations désormais sont des flux, pas des stocks, et ces flux doivent être porteurs d'un projet politique. Il ne suffit pas de former les enfants, il faut construire la population, à travers le logement, les élites sociales, les relations mères-filles, etc. Le décalage politique est total : la carte démocratique est basée sur une géographie morte.



À côté des tensions entre générations et des projections démographiques et économiques sur le vieillissement des sociétés, il est utile de prendre le temps d'une réflexion philosophique sur les âges de la vie, leur signification dans notre expérience, et la façon dont ils s'articulent.

## Les âges de la vie

**Les retraités affluent sur le littoral, les plus jeunes sortent de moins en moins des villes : les plus vieux furent jeunes, les jeunes un jour seront vieux ! La France a été traversée de grands débats sociaux portant sur l'exténuation de la « police des âges ». Les âges sont des étapes, gérées par l'État à travers les politiques de l'enfance, de la jeunesse, de la vieillesse – avec pour support central l'adulte. Dans cette grande fragmentation, on oublie que ce sont les mêmes personnes qui passent par toutes les étapes.**

### Brouillage des âges de la vie

Les âges de la vie se sont brouillés. Quand on est parent, on désire que les enfants soient en avance, qu'ils sortent donc de l'enfance de plus en plus tôt, mais aussi qu'ils soient adultes de plus en plus tard. Dans la vie professionnelle, on rencontre les catégories professionnelles de « junior » et « senior » : il est donc toujours trop tôt ou toujours trop tard pour travailler. Dans la vie publique, on devient majeur, en 1974, à dix-huit ans, alors qu'on n'est pas adulte ; et on prend sa retraite à soixante ans, quand on n'est pas encore vieux. Les catégories qui semblaient rythmer la vie sont bouleversées.

Plusieurs scénarios sont envisageables :

- la disparition des âges de la vie, catégorie dont on pourrait se passer pour être femme fatale à sept ans ou teen-ager à quatre-vingt - l'âge rêvé comme meilleure part de tous les âges de la vie, en évitant le pire. Il existe des outils techniques permettant de donner réalité à ce scénario : ne jamais faire son âge. Il suffit d'ouvrir un magazine. Ce serait une mutation anthropologique.

- deuxième scénario : nous vivons la lutte des âges, avec des conflits de générations. Les indices en sont la dette laissée aux générations future, perçue comme maltraitance à enfants, et l'existence de la génération bénie de 68, qui aurait tout eu en mangeant le pain de deux générations. Cette lutte des âges annoncerait des conflits, ce dont témoigne, en raison de la dépendance, l'arbitrage fait en faveur des vieux contre les jeunes.

Ces deux scénarios sont plausibles, mais ne suffisent pas à expliquer la totalité de notre société. Ils s'accordent sur un point : la crise inédite de l'âge adulte, qui serait le troisième scénario, avec une reconfiguration des âges sur laquelle asseoir une politique.

### Qu'est-ce qu'un adulte ?

Quelle définition donner de l'adulte ? En 1896, Léon Bourgeois disait : « Un adulte, c'est un père de famille, un soldat, un citoyen ». Où l'on voit que les femmes ne sont pas adultes. L'âge adulte, c'est l'âge viril... La plus grande révolution de notre société, c'est que les femmes soient devenues des adultes comme les autres : il est certain que bénéficier de 100 %

d'adultes d'un seul coup en modifie la définition. De nouveaux âges de la vie sont apparus : l'adolescence, interminable, qui grignote en amont l'âge adulte. Et puis l'âge de la retraite, où on est âgé sans être vieux, où l'on peut voyager, suivre des conférences, mener une nouvelle vie. Entre adolescence interminable et retraite, ce serait l'âge adulte, où il faut tout faire : travailler, s'occuper des enfants et des parents, être performant... On pourrait dire qu'un adulte, c'est quelqu'un qui n'a jamais le temps.

L'anthropologie culturelle nous enseigne que traditionnellement, on doit faire ce que l'on a toujours fait : la société est structurée par son passé, et dans cette perspective, un individu n'a qu'à vieillir, c'est là le but de sa vie. Par contre, nos sociétés sont structurées par l'avenir : vieillir n'a alors aucun sens, tout le sens est accaparé par l'enfance et la jeunesse. L'adulte est déjà un vieux, un mort, d'emblée dépassé : seule la jeunesse porte l'avenir. On dit régulièrement qu'en Afrique, les vieux sont respectés. Mais qui irait vieillir en Afrique ?

Cette crise des âges désigne-t-elle une disparition, ou une reconfiguration ? Les seuils n'ont pas disparu, contrairement aux rites de passage. Le seuil essentiel reste le même, celui de l'autonomie affective et financière, mais moins rigide, réversible. Freud définissait l'adulte comme étant celui qui est capable d'aimer et de travailler. Avant, entrer dans un âge de la vie, c'était comme d'endosser un uniforme, tandis que maintenant on entre dans l'âge adulte sans l'être totalement, avec des manques, avec des chemins à parcourir ; c'est un horizon, qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on en approche, qui suscite le désir de l'être toujours et la déception de ne l'être jamais. Quand on demande aux gens « quand êtes-vous devenu adulte ? », la réponse vient toujours sous forme d'une histoire, du récit d'une expérience, ce qui tendrait à prouver que les âges seraient des chapitres d'une vie, qu'ils résideraient dans l'individu, pas dans la société.

Quels caractères sont communs à toute définition de l'âge adulte ? L'expérience par rapport au monde, la responsabilité par rapport aux autres, l'autonomie pour soi-même. Pain béni pour le philosophe ! L'expérimentation constitue la jeunesse, et a besoin de s'armer. On expérimente les jobs, les liaisons, les limites. L'adulte serait celui qui a suffisamment expérimenté pour faire face à ce qui est nouveau. À un moment, même si c'est par l'échec, on y bascule. La responsabilité, s'il s'agit d'être responsable de ses actes, même un enfant y arrive. On doit entendre la responsabilité autrement : responsable « pour ». L'âge adulte, c'est compter pour les autres, les enfants, les étudiants, les collègues de travail. Avec l'autonomie, autrement appelée authenticité, on se demande comment s'élargir quand on a cessé de grandir. Elle désigne le premier jour du reste de la vie.

Quelles sont les personnes les plus admirées ? Jacques Chirac, Yannick Noah, sœur Emmanuelle... Que des vieux, qui sont hors compétition. Joseph Schumpeter le disait déjà : il faut du hors marché pour que le marché marche.

## **Pour une politique des âges**

Quid alors d'une politique des âges de la vie ? Peut-on se passer de considérations existentielles ? Le but de cette politique, c'est le devoir d'une société de produire et protéger des adultes. La politique de l'enfance, très consensuelle, se focalise sur la protection de l'enfance, et produit des législations parfois terrifiantes : pique-nique collectif impossible, à cause de la rupture de la chaîne du froid, par exemple. Protéger l'enfance, c'est aussi l'empêcher de grandir. Toute éducation suppose des risques : ne

faudrait-il pas inventer un droit au risque opposable ? Pour la politique de la dépendance et de la vieillesse, on raisonne en termes financiers et de structures. On meurt seul. 70 % des Français meurent à l'hôpital, mais ils sont 100 % à vouloir mourir chez eux. Quels dispositifs envisager ? Plus d'établissements spécialisés, plus de maisons de retraite, ou d'autres dispositifs qui ne couperaient pas les gens de leur histoire ?

Une politique des âges, du berceau au tombeau, ferait un formidable programme politique...

## Éléments de débat

**Revoir la segmentation des âges, c'est remettre en cause notre schéma de pensée sur le temps à consacrer au travail et sur les ressources à consacrer à sa vie.**

Globalement, le schéma est le suivant : trente ans de formation, trente ans de travail, trente ans de retraite. On pourrait imaginer la formation tout au long de la vie, l'activité tout au long de la vie, la retraite tout au long de la vie. Prendre des années de retraite tout au long de la vie, pour souffler : la Suède l'a expérimenté. C'est aussi un moyen de changer le regard sur le travail.



Le modèle de l'hypermarché a-t-il vécu ? La notion de proximité a-t-elle trouvé un sens nouveau ? Les nouvelles générations consomment-elles plus « éthique » et moins « jetable » ? Comment les opérateurs de la distribution et du commerce abordent-ils ces transformations ? Quelles en sont les conséquences sur l'organisation commerciale ? Et sur les territoires ?

## Commerce et consommation

**Vivre, que l'on soit jeune ou vieux, c'est aussi consommer, et le commerce n'est sans doute pas un sujet aussi trivial qu'il paraît !** « Révolution commerciale » : le commerce connaît des transformations importantes. Les grands magasins – les Trois Quartiers en 1931, le Bon Marché en 1852<sup>4</sup> – avaient en d'autres temps sorti le commerce de la boutique. Les années 30 avaient vu l'émergence en France des magasins populaires (Uniprix, Prisunic, Monoprix...), les années 60 celle de la grande distribution<sup>5</sup>, cette dernière révolution commerciale étant dictée par le fordisme, la production en masse de biens de consommation et l'heure de gloire de la « société moderne ». La classe moyenne invente de nouveaux modes de vie, veut faire ses courses autrement, accède au confort matériel. Le déploiement spatial des grandes surfaces se fait conformément au zonage des espaces : le commerce se concentre.

### Le produit comme solution

Aujourd'hui, pour les mêmes raisons, un nouvel épisode met les hypermarchés en porte-à-faux. Post-fordisme, poids des actifs immatériels, économie de l'immatériel poussent au développement de relations de service. On vend des produits, mais surtout des solutions, ce qui est aux antipodes de la grande distribution, dont le métier est plus fondé sur la puissance que sur la compétence, et dont le défi est de devenir post-fordienne. Ces évolutions s'appuient toujours sur une technologie-clef : hier l'automobile, aujourd'hui les technologies de l'information, qui vont bien au-delà du commerce électronique. Le passage d'une société de classes à une société de personnes a poussé loin de processus d'individualisation d'une classe moyenne hétérogène, fragmentée, qui voit le triomphe de l'individu, dont le niveau de vie augmente au fil de petits accroissements du pouvoir d'achat (de 1960 à 2010, la consommation par habitant a été multipliée par trois). Les besoins de base sont couverts, la consommation a de nouvelles fonctions, elle se tertiarise. Les ressorts de l'acte d'achat se déplacent : on achète pour des motifs plus immatériels.

### Nouvelles valeurs et commerce de précision

Le consommateur fait valoir de nouvelles valeurs :

- l'individualisme : chacun veut un produit qui lui ressemble, demande de la variété, veut montrer sa volonté de puissance où une relation dominant-dominé est mal vécue : c'est le « client-roi », reconnu comme individu.
- l'hédonisme : les grandes idéologies reculent, l'individu se construit dans un monde turbulent, a besoin de vivre dans l'instant, rejette la contrainte. Le terme de « plaisir » revient sans cesse.

---

<sup>4</sup> Avec la pertinence qu'autorise la littérature, le grand magasin d'Émile Zola s'appelle « Au Bonheur des dames » (1883).

<sup>5</sup> On pourra consulter le rapport d'information de la commission de la production et des échanges sur l'évolution de la distribution, <http://www.assemblee-nationale.fr/legislatures/11/pdf/rap-info/i2072-1.pdf>

- la rassurance : elle peut passer par la consommation, avec l'engouement pour les thèmes de la proximité, de la tradition. Le petit commerçant - le « gentil arabe » ou le « gentil chinois » - est sympathique.
- la reliance : l'individu reste un animal social. Le retour du collectif s'effectue sous la forme du collectif choisi, à géométrie variable. Les marques vont savoir exploiter cette demande de communauté.
- la défiance, exacerbée en France, à l'encontre des institutions, de la grande distribution. Les consommateurs sont toujours sur leurs gardes. Mais c'est fatigant de vivre dans la défiance.

Cette révolution commerciale a connu deux temps : à la fin des années 80, premier temps, ou le secteur est bien maîtrisé par les acteurs qui le dominent. Un deuxième temps, hypothétique, adresse quelques signaux d'une orientation vers un commerce de précision.

Le secteur pense encore « produit », mais pourrait partir du client pour aller au produit, ce qui exige une bonne connaissance des clients. Les technologies sont utiles (codes-barres, cartes de fidélité...) et alimentent des bases de données qui fournissent de l'information. La distribution comprend l'hétérogénéité des clients, qui sont des personnes et non des porte-monnaie, comprend le poids de la dimension symbolique. L'hypermarché s'adresse à tous, mais on voit apparaître des enseignes qui jouent la segmentation et la différenciation en identifiant une cible et en construisant un concept commercial susceptible d'atteindre cette cible. Dans le secteur alimentaire sont apparus plusieurs concepts : le hard-discount (qui met en avant le prix mais atteint ses limites), le commerce engagé, l'alimentation « bien-être », la praticité, la vente directe et les circuits courts, l'exotisme, l'ethnique, l'alimentation-plaisir – concepts qui mettent à mal l'hypermarché. Le commerce s'engage dans une politique de marques, à travers le look du magasin, l'idée du « fun-shopping », le marketing relationnel.

Dans un second temps apparaît un modèle serviciel. On achète un produit parce qu'on le pense utile, en anticipant sur les effets utiles de ce produit désirable. On achète pour le plaisir d'acheter, pour le « fun » ou pour la satisfaction de réaliser de bonnes affaires. Un produit va contribuer à résoudre un problème : pourquoi alors ne pas anticiper, parler directement des effets utiles. À la limite, on peut oublier le produit pour proposer une solution. Du coup, la relation avec le client s'élargit. Il faut, en tout premier lieu, informer. Je ne sais rien de la pomme que j'achète, encore moins de l'imprimante : Casino répond en indiquant l'indice carbone du produit, Leroy merlin en affichant un niveau de rapport qualité-prix. Il faut aussi aider le consommateur à extraire les effets utiles, former le client : on a l'exemple de l'i-phone personnalisé. Il faut assister le client : n'importe quelle tablette de chocolat présente le numéro de téléphone du service « consommateurs » à même de lui fournir des recettes, Leroy Merlin propose une carte d'assistance. Enfin, il faut garantir l'effet utile : Ikea garantit vingt-cinq ans quelques meubles.

## **Tout change...**

Ces impératifs peuvent aller loin : pour assurer la continuité du service, Wilkinson propose un abonnement aux lames de rasoir, vendant plus un service qu'un produit. Aux États-Unis, Amazone vend, sur abonnement, de l'alimentaire. Pour vendre une solution à un problème, sont nécessaires le diagnostic, l'intégration de produits et de biens, l'installation ou l'assemblage, la production de la solution, l'organisation de la remontée

d'information et éventuellement la correction. Tout ceci existe : Lapeyre, Ikea, Leroy Merlin sont dans cette logique, de même que Nestlé avec Nespresso, Michelin avec One Way, EDF avec l'offre Bleu ciel... Tout change : la relation au client, ce que l'on vend, le magasin... C'est toute la géographie du commerce qui peut en être bouleversée.

## Éléments de débat

**N'est-on pas face à un idéal d'asservissement du client, faisant abstraction de la réalité ? On a sous les yeux l'exemple des banques, qui en dépit de tous leurs efforts, n'ont jamais réussi à redresser une image négative. Les consommateurs ne sont pas dupes de l'optimisation de la rentabilité.**

Les entreprises ont besoin de marcher, et les consommateurs évoluent. Les choses se feront par compromis. Pour trouver de la croissance, en l'assurant sur la qualité plus que sur la quantité, le modèle serviciel est une des solutions. Il conduira probablement à modifier le droit de la consommation.

## Échos des débats

« Dans le facteur temps, il faut repérer l'instantanéité : être partout en même temps. Avec l'abolition des distances, on est passé des priorités à l'urgence : une limite a été touchée, nous redécouvrons le temps. Le long terme est oublié, même dans la sphère politique. Le phénomène d'accélération rend difficile de parler du moyen et du long termes. Mais attention, la société civile n'est pas seulement manipulable... »

« L'essentiel serait de dépasser l'opposition entre individuel et collectif, pour calmer le jeu, éviter tensions et affrontements. On doit recréer un imaginaire collectif où le « je » trouve sa place, où l'on puisse dire aussi que l'autre est indispensable. Le vrai enjeu, c'est de construire un nouveau modèle, que la société elle-même le construise correctement. »

« Nous ne savons pas ce que nous construisons : nous sommes au début de quelque chose qui commence. Deux grands cycles se sont achevés : la domination de l'occident, le communisme. L'Europe ? Mais quelle est la culture nationale de l'Europe ? On a cru que c'était la France qui s'agrandissait, et on se retrouve avec une culture de protection par l'État national... »

« La question n'est pas de conquérir des places supplémentaires, ni de grandir, mais de passer à l'âge adulte, de passer de l'extensif à l'intensif. »



© Ihe date 2011